FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 122 50 F

1er au 15 décembre 2001

- ▶ PORTRAIT : **François Gèze** (p.1-2)
- ▶ POLITIQUE : (p.3-4)
- ▶ LOBBIES : (p.5)
- ▶ DOSSIER : **La Commission Trilatérale (2)** (p.6)
- ▶ ENQUÊTE : **Reseau d'influence** (p.7)
- ▶ ETRANGER : (p.8)
- ▶ ECONOMIE : (p.9)
- ▶ KIOSQUE : (p. 10-11)
- ▶ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Allègre C. p.10
Allende S. p.2
Attali J...............p.9
Aubry M. p.12
Barat M............p.5
Barill P. p.3
Bauer A............p.5
Bayrou F. p.4/5
Ben Laden O.p.8/10/11
Bertrand L.........p.4
Borde J...........p.11
Bové J. p.1
Brassié A. p.11
Brasillach R. ...p.11
Breker A. p.12
Bush G.W. p.8
Céline L.-F......p.12
Charasse M......p.9
Chirac J.......p.4/5/9
Debré B............p.3
Delanoë B.........p.4
Fabius L.........p.4/9
Fischer J...........p.8
Giscard d'Estaing V.p.4
Guigou E. p.12
Haider J............p.8
Hernu C. p.3
Jospin L. ...p.5/9/10
Juppé A..........p.2/4
Lambsdorff von O.p.6
Le Lay P..........p.10
Lellouche P. p.6
Levaï I............p.10
Lugan B. p.4
Madelin A.........p.4
Mamère N.........p.5
Massoni P.........p.5
Mauroy P..........p.2
Messier J.-M.p.1/10
Orban V............p.6
Pinochet A. p.2
Poivre d'Arvor P.p.12
Pons B...............p.4
Rau J. p.8
Richard A. p.6
Rocard M.........p.1
Sarkozy N. p.4
Schmidt H.........p.4
Séguin P. p.3
Sharon A...........p.8
Thibaud B. p.3
Vidal-Naquet P. p.2

PORTRAIT — FRANÇOIS GEZE

Ancien du PSU, cet ingénieur des Mines tiers-mondiste est l'un des personnages influents de l'édition française. Converti à l'économie de marché tout en continuant son travail de sape dans le domaine social, il est PDG de La Découverte, propriété du groupe Vivendi du mondialiste Jean-Marie Messier. Ce qui ne l'empêche nullement d'éditer José Bové. Comme il le dit lui-même (*Politis*, 5 novembre 1998), « le système s'accommode parfaitement d'une contestation de type incantatoire ».

François Gèze est né le 17 avril 1948 à Casablanca (Maroc). Il n'y restera que quelques années car son père, militaire de carrière issu d'une famille catholique traditionaliste (comme sa mère), quittera rapidement le pays avec sa famille pour s'installer en Allemagne. Destiné lui aussi à une carrière militaire, il passera sa classe de terminale au prytanée militaire de La Flèche (Sarthe), ce qui l'aurait « définitivement vacciné » et rendu antimilitariste. En 1968, il est en classe préparatoire au lycée Pierre Fermat de Toulouse. C'est là qu'il va connaître l'« éblouissement de Mai » (*Le Monde*, 19 juin 2001). Préfaçant le livre de **Jean-Pierre Le Goff**, *Mai 68, l'héritage impossible* (La Découverte, 1998), il y écrit à propos de ce moment : « Nous étions alors des dizaines de milliers à partager les mêmes espoirs. »

La même année, qui est également celle du décès de son père, il rejoint Paris, entre en préparatoire supérieure au lycée Jeanson-de-Sailly et adhère au Parti socialiste unifié, qui apparaît alors, à l'époque, autour de **Michel Rocard**, comme le principal parti révolutionnaire constitué. C'est l'époque de l'apologie du communisme cambodgien (dont le n°2 sera membre du CEDETIM, cf plus loin), du soutien à la Corée du Nord et l'exaltation du « socialisme autogestionnaire » yougoslave. Il milite alors dans la fraction la plus à gauche du PSU, qui contrôlera sa commission internationale de 1968 à 1971. On y trouve les plus durs (**Marc Heurgon**, **Bernard Lambert**, **Emmanuel Terray**, etc.). Nombre d'entre eux vont participer au développement du CEDETIM, initiales utilisées successivement par diverses associations comme le Centre socialiste de documentation ét d'études sur les problèmes d'études du tiers-monde, le Centre d'études et de solidarité internationale puis le Centre d'études anti-impérialistes. Le CEDETIM, dont l'histoire demeure à écrire (cf l'article de *Dissidences, bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires*, octobre 2001, qui donne une idée de son histoire, indispensable pour comprendre l'histoire révolutionnaire des 35 dernières années), a été la véritable plaque tournante parisienne de la plupart des mouvements de libération du tiers-monde, des mouvements « antifascistes » (Afrique du sud, Amérique centrale et latine, etc.) et de nombreux mouvements de libération nationale dont nombre des actions d'alors seraient aujourd'hui qualifiées de « terroristes » selon les nouveaux critères américains. Plus d'un millier d'associations s'y domicilieront au cours des années et dans le monde entier, tout révolutionnaire connaît « la rue de Nanteuil » ou « le 21ter rue Voltaire » (toujours actif aujourd'hui, avec un très important centre de documentation fort de plus de 300 000 documents ou des associations comme Reflex ou *No Pasaran !*). Nombre de ses membres seront recrutés au sein des coopérants et/ou en formeront d'autres qui graviteront dans la mouvance notamment d'**Henri Curiel**. C'est d'ailleurs le parcours de son fondateur, **Gustave** (dit **Gus**) **Massiah**, vieux routier du marxisme égyptien, qui fondera, alors qu'il était coopérant au Sénégal, un Comité Vietnam, puis, de retour à Paris, avec ses membres, le CEDETIM.

Autour de lui des personnalités méconnues du grand public mais influente comme **Germaine Joinet**, catholique tiers-mondiste et épouse de **Louis Joinet**, conseiller pour la justice de tous les Premiers ministres socialistes, (cf sa bio dans *Encyclopédie politique française*)… ou **François Gèze**. Encore en 1983, il apparaît, avec eux, comme vice-président de l'Agence de diffusion Identités et Cultures. On le retrouve aussi au comité de parrainage de *Celsius*, revue antifasciste de délation dirigée par **Jehan de Wangen** qui avait pris, dans les années 80, la suite du *Bulletin des Amis d'Henri Curiel* et d'*Article 31* (cf *EPF*, tome I).

Très actif au CEDETIM, Gèze, en révolutionnaire professionnel, n'en préserve pas moins soigneusement son avenir en intégrant, non Polytechnique ou Centrale considérés comme « trop militaristes », mais l'Ecole civile des Mines. Un de ses camarades de l'époque le décrit alors ainsi (*Dynasteurs*, mars 1992) : « Un fils de famille. Il habitait le VIIe. Mais il se situait à gauche de l'extrême gauche, du côté des maos. » Une fois diplômé, il s'inscrit à l'Ecole

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAIT

(Suite de la page 1)

pratique des hautes études où il prépare une thèse, cause (et autojustification) révolutionnaire oblige, sur la pollution des mines de cuivre au Pérou.

Durant les étés 1971 et 1972, il sillonne donc l'Amérique latine, accompagné de **Bruno Parmentier**, un militant d'extrême gauche qui aura un parcours pratiquement identique : membre du PSU, ingénieur civil de l'Ecole des Mines, maîtrise en économie de l'Ecole pratique de hautes études. Parmentier sera directeur commercial de l'usine « autogestionnaire » Lip de Besançon, l'une des dernières « utopies » du XXe siècle en France, puis codirecteur de La Découverte de 1981 à 1985 en charge du commercial et de la gestion, directeur commercial du Centre national de documentation pédagogique (1985-1987), directeur de la direction commerciale et de la communication du Centre de perfectionnement des journalistes (1987-1993), à nouveau directeur commercial du CNDP à partir de 1994, puis responsable de la gestion de DSA, la holding de Syros/La Découverte, avant d'entrer en 1999 comme directeur administratif et financier du Cerf, maison d'édition catholique (progressiste) majoritairement détenue par la province dominicaine de France, et président de sa filiale de diffusion, Diffusion du livre religieux.

De ses voyages, Gèze va garder la passion militante de l'Amérique latine, d'autant qu'il a rapidement appris l'espagnol. En 1973, le jeune ingénieur français est d'ailleurs attendu par le gouvernement marxiste de **Salvador Allende** pour participer activement à la révolution dans le cadre de la nationalisation des mines de cuivre. Avec Parmentier, ils sont attendus pour le 18 septembre, mais le 11, le général **Augusto Pinochet** leur brûle la politesse en prenant le pouvoir avec le concours de l'armée composée, on l'oublie trop souvent, d'appelés. Finalement, « relations obligent » (*Dynasteurs*, mars 1992), il effectuera sa coopération à l'ambassade de France à Buenos-Aires où il préparera un livre, *Argentine, révolution et contre-révolution*, qu'il cosignera, en 1975 au Seuil, avec **Alain Labrousse**, militant d'extrême gauche que l'on retrouvera à l'Observatoire géopolitique des drogues. Il sera évidemment l'un des piliers obligés des collectifs hostiles aux juntes militaires chilienne et surtout argentine. Pour ce pays, c'est lui qui coordonnera largement les campagnes contre le général **Videla** ou la tentative de boycott de la Coupe du monde de football en 1978.

Celui que nombre considèrent comme un « moine-soldat » participe aussi au lancement d'un nouveau quotidien maoïste, *Libération*, auquel il va collaborer durant quelques mois, dirigeant son secteur « économie » avec **Pierre Audibert**, un ancien du CNRS qui a rejoint la Gauche prolétarienne avant de « s'établir » chez Peugeot. Officiellement « consultant en économie », Gèze est ingénieur économiste à la Société d'études pour le développement économique et au Bureau d'informations et de prévisions économiques. Collaborateur du *Monde diplomatique*, il signera également des rapports commandés par le ministère du Travail ou la direction de la recherche scientifique (c'est dire si la république giscardienne est « chienne » !).

C'est à cette époque qu'il se lie avec un véritable mythe dans l'extrême gauche trotskyste française, **François Maspero** (dont la biographie détaillée figure dans l'*EPF*). Ayant quitté le PCF pour soutenir le FLN, ce dernier a fondé dès 1959 les Editions Maspero. Rien qu'en 1961, huit de ses livres seront interdits, contre cinq pour les Editions de Minuit. Par la suite, il éditera tous les classiques du trotskysme, des guévaristes et autres nationaux-révolutionnaires, d'autant qu'il a rejoint en 1970 la LCR, « seule organisation qui travaille avec honnêteté et efficacité à la construction du futur parti révolutionnaire ». Il sera aussi le directeur de l'édition française de la fameuse revue *Tricontinental*, qui se proposait de faire la révolution en Amérique, en Europe et en Afrique et sera bien vite interdite par le ministre de l'Intérieur **Raymond Marcellin**.

Maspero sera condamné à une série d'amendes, privation des droits civiques et peines de prison avec sursis puis ferme (cinq procès en 1969, six en 1970 et trois en 1971). En 1973, il fera une tentative de suicide (*Le Monde*, 19 juin 2001) qu'il qualifie d'« accident psychologique ». Sa librairie *La Joie de lire* bat de l'aile, d'autant que, les vols n'étant pas réprimés, ses clients la pillent. En 1979, il décide de jeter l'éponge s'il ne trouve pas un directeur commercial. Ce devait être **Parmentier**, rencontré via le CEDETIM dont il a édité plusieurs livres, mais ce dernier n'est pas encore libre. Ce sera donc Gèze pour quelques mois… mais qui y restera. Il en sera donc PDG de 1982 à 1996, étant en parallèle président du groupe des éditeurs de sciences humaines et sociales du Syndicat national de l'édition, président du comité provisoire du Centre français d'exploitation du droit de copie (un domaine où il est très actif encore aujourd'hui), etc.

En 1982, un an après l'arrivée de la gauche - rapidement devenue « gauche caviar » -, Maspero se transforme en La Découverte/Maspero puis très vite en La Découverte, François Gèze prenant tout le pouvoir et son fondateur, avec amertume du champ. C'est la fin douloureuse d'une époque retranscrite par un auteur-maison, **Pierre Vidal-Naquet**, dans la formule : « François Maspéro a été un pilote pour des temps politiques difficiles. François Gèze est un pilote pour des temps économiques difficiles. » Comme l'explique *Dynasteurs* (mars 1992), Maspéro préfère dès lors se taire : « Le changement d'enseigne préfigurait un changement de ligne éditoriale. Converti à l'économe de marché, François Gèze rajeunit son cœur de cible. Il lance la collection *L'Etat du monde*. Une vache à lait. Renouvelable : comme chacun sait, le monde n'en finit pas de changer. Depuis ont été édités *L'Etat des sciences, du Japon, des médias*… […] dans le même temps, les vieilles lunes marxistes disparaissent du catalogue. » La relance selon *Dynasteurs* doit beaucoup aux contacts de Gèze qui faisaient défaut à Maspero : « Du beau monde dans une galaxie comme **Pierre Mauroy** côtoie **Robert Lion**. En 1983, la Fédération Léo Lagrange (création du maire de Lille) et la Jeunesse agricole chrétienne y vont de leur obole », entrant chacun pour 800 000 F. Quelques années plus tard, ce sera la Caisse des dépôts via sa filiale Incovi, puis, en décembre 1990, UI, filiale du Crédit agricole, qui prend 26 %. Un actionnariat morcelé qui permettra longtemps à Gèze d'en contrôler, avec trois autres actionnaires privés, 57 %.

Déjà atteinte par une crise morale, la maison est toutefois chroniquement déficitaire. Elle doit donc se rapprocher de Syros, une maison historiquement proche du PSU qui a participé à sa fondation en 1972 et contrôlée par la CFDT (36,5 %) et Macif Participations (20,5 %). Selon Gèze, cette fusion a pour but de « consolider un pôle éditorial de gauche ». La CFDT verse 7 millions en 1993, puis 15 millions en 1995, mais la rentabilité financière n'est pas au bout, malgré des licenciements. En 1996, La Découverte doit fusionner dans la holding DSA alors même que Syros est équilibrée depuis 1972 tandis que La Découverte a accumulé les pertes (13 millions en trois ans pour 29 millions de CA en 1994). En 1998, la CFDT réussit à s'en débarrasser, faisant reprendre le groupe par Havas, c'est-à-dire une filiale de la Générale des eaux devenue Vivendi. C'est d'autant plus aisé que Gèze a signé la fameuse pétition **Notat-Touraine** favorable au plan **Juppé** de liquidation de la sécurité sociale ou que la CFDT, à la différence des autres syndicats, a signé un accord sur le temps de travail chez Vivendi. C'est surtout une superbe manœuvre de Messier qui peut se proclamer, à peu de frais, « l'éditeur de José Bové », donc un capitaliste, certes, mais sympathique et ouvert.

Clamant son indépendance et sa liberté éditoriale, Gèze se console comme il peut : « On n'est plus dans une période messianique, plus personne ne croît au "grand soir". Mais il y a encore des tas de choses à faire. Il faut garder la révolte intacte contre l'inacceptable. » Cet « inacceptable », c'est par exemple cette lettre envoyée à *Livres-hebdo*, l'officiel des libraires, pour protester contre une publicité payante des Publications Henry Coston : « J'ai été sidéré de découvrir une publicité pour les publications Henry Coston […] Il n'est pas exclu que certains des livres présentés dans la publicité des publications Henry Coston tombent sous le coup de la loi de 1972 sur le racisme, auquel cas *Livres Hebdo* se serait mis dans une bien fâcheuse posture. Mais au-delà de ces aspects légaux, je tenais à vous faire part de mon indignation. Si elle devait se reproduire, il est évident que nous ne pourrions continuer à vous confier nos insertions publicitaires. » C'est la même conception de la liberté d'expression qui l'avait conduit à lancer une pétition, avec **Paul Otchakovsky-Laurens**, contre la présence des Editions de National Hebdo au Salon du livre 1997. Les livres de la SANH « n'ont pas à être diffusés dans un lieu privé [en l'occurrence le Salon du livre !] dont la vocation pluraliste est aux antipodes des idées d'exclusion et de mépris de l'autre dont ces livres sont porteurs. »



POLITIQUE

► Le nouveau livre du capitaine **Paul Barril**, *Les Archives secrètes de Mitterrand* (Albin Michel), comporte des révélations embarrassantes. L'un des chapitres, consacré aux « secrets occultés du dossier **Barbie** », explique qu'afin d'instruire ce procès, le juge **Riss** demanda à avoir accès aux archives du BCRA, détenues par la DGSE. **Charles Hernu** envoya alors son collaborateur **Olivier Renard-Payen** pour les inventorier. Il dressa une liste (reproduite dans le livre) des documents les plus « explosifs »… lesquels ne furent pas transmis au juge. Parmi ceux-ci « une liste [où] figure M. **Bérard-Quélin**, présenté comme un agent de renseignement français de la Gestapo à Paris ».

► Ce qui conduit Barril à consacrer trois pages (très largement inspirées d'*Au Cœur du pouvoir*) au Siècle, premier club d'influence de France fondé par **Georges Bérard-Quélin**, réunissant le « gratin » du pouvoir de droite comme de gauche. « Bérard-Quélin, dont le nom apparaît de manière allusive et sans le moindre élément de justification, permet de mesurer en quoi la diffusion éventuelle de ces pièces affolait le pouvoir […] Il n'est dès lors pas difficile de saisir en quoi l'exhumation des archives du BCRA en plein procès Barbie pouvait constituer une véritable bombe politique. »

► Une autre note indique que, dans les archives, figure parmi les « agents français ayant travaillé pour les services de renseignements allemands » l'« Abbé… (le nom n'est pas reproduit par **Barril**) : "26-30 ans; 1,70 m; agent de la SD Lyon au service de **Kampf** (adjoint de Barbie); cheveux noirs; corpulence moyenne; portait un béret basque" ». L'auteur de la note ajoute : « Ce n'est peut-être pas le célèbre abbé, mais celui-ci était de Lyon, et l'âge concorde… il y a là, à tout le moins, une équivoque que Me **Vergès** ne manquerait pas d'exploiter. » Autant d'éléments qui évoquent l'**abbé Pierre**, dont la réputation de résistant est pourtant établie.

► Profitant de la prise de distance entre la CGT et le PCF, officialisée par le départ de **Bernard Thibaud** de son conseil national, la Ligue communiste révolutionnaire a aussitôt entrepris de renforcer son influence au sein de cette confédération, en s'appuyant sur ses « taupes rouges » et le courant Rouge vif, bien implanté dans des départements comme les Bouches-du-Rhône ou la Seine-Maritime. Le mouvement trotskyste espère également pouvoir s'appuyer sur les ex-refondateurs et la mouvance animée par **Patrick Braouezec**, le maire « gauchisto-communiste » de Saint-Denis.

✷ Ex-ministre RPR de la Coopération et chef du service d'urologie de Cochin, le Pr **Bernard Debré**, donné comme éventuel ministre RPR de la Santé, a signé, dans *Libération* (15 novembre), une tribune libre demandant l'alignement des salaires des médecins non-européens dans les hôpitaux français sur ceux de leurs confrères français. « Il en va de la survie des hôpitaux et de la dignité de notre pays » ajoute-t-il, assurant que ces médecins non-Européens « sont aussi bons que les médecins français » et souvent même « animés d'une fougue particulière ». Etrange alors que 40% d'entre eux ont échoué aux examens de régularisation.

► Auteur d'ouvrages contre-révolutionnaires catholiques, le colonel **Château Jobert** (dit **Conan**), compagnon de la Libération qui avait cessé toute activité politique depuis 1967, vient d'adhérer au Mouvement national républicain.

► **Philippe Séguin** pourrait finalement se trouver une circonscription en région parisienne, **Franck Borotra** ne se représentant pas dans la 2e circonscription des Yvelines l'année prochaine.

✋ Il est difficile de faire plus démagogique que ce colloque organisé au Sénat début décembre par le sénateur même pas socialiste mais centriste du Haut-Rhin **Jean-Louis Lorrain**, vice-président de la Commission des affaires sociales, sur *Les Incivilités, le début de la rupture du lien social*. Alors même que la criminalité croit à la vitesse de 30% par an, que les policiers se font tirer dessus et les enseignants cracher ou frapper, ce sénateur s'inquiète… des fumeurs de cigarettes (qualifiés d'« accro de la nicotine » lâchant un « halo tabagique ») et des cyclistes qui ne respectent pas les feux rouges. Le sénateur devrait peut-être sortir de temps à autre du Palais du Luxembourg.

Madame, Monsieur,

Les incivilités auxquelles nous sommes confrontés dans notre vie sociale contribuent à essaimer un sentiment d'insécurité diffus auprès des français.

Sous la forme d'une guerre plus ou moins déclarée à l'altérité, l'incivilité progresse ; elle agresse et déstabilise. Elle est devenue un mode d'expression urbain banalisé : ici un cycliste grille le feu rouge, là un accro de la nicotine crée son halo tabagique dans un espace public non-fumeur, etc. Le respect des règles de vie sociétale régresse au profit du lâcher-prise, jugé plus adapté à l'individualisme ambiant et moins contraignant, ainsi qu'au bénéfice du système D, tellement plus latin et bien moins monotone que l'organisation anglo-saxonne…

A la frange du délit de violence, l'incivilité n'est pas pénalisée ; son constat comporterait souvent des difficultés, sa définition elle-même est contestée, en tout cas mal cernée.

Pour toutes ces raisons, j'ai pensé utile de nous réunir une journée pour discuter de ce problème qui va croissant, sans rencontrer de réelle prise de conscience parentale et politique.

Les tables rondes ci-jointes ont été composées de façon à ouvrir des perspectives et envisager des remèdes à ce mal de notre époque. J'espère que vous viendrez participer à ces discussions qui constituent une question d'éthique dont découlent beaucoup d'autres.

Dans l'attente du plaisir de vous accueillir, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Louis Lorrain
Sénateur du Haut-Rhin

► Dans *F&D* 117, nous avions consacré une page d'informations exclusives sur « l'acte de malveillance » de Toulouse, citant plusieurs experts. Deux mois plus tard, les interrogations, malgré un black-out imposé par l'Etat, demeurent. Dans un dossier de dix pages intitulé *Les Mystères de Toulouse*, *L'Express* (15 novembre), qui privilégie évidemment la thèse de l'accident, donne quand même la parole aux seules personnes compétentes, les chimistes spécialisés dans les poudres et explosifs. Lesquels, eux, aboutissent tous à la même conclusion : « Il n'y a jamais eu d'explosion spontanée d'ammonitrates […] Cette explication entraîne la conclusion, difficilement évitable, que l'explosion de Toulouse ne peut guère être un accident. » Il en est exactement de même dans *Sciences et Avenir* de novembre qui reconnaît que « jamais en laboratoire, ce processus n'a été observé » et que « pour les spécialistes en détonique, ce genre d'amorçage [qui aurait provoqué l'explosion] n'est pas référencé dans la littérature ».

POLITIQUE

▶ Condamné à perpétuité le 17 mai 1985 pour le massacre du policier **Jacques Massié** et sa famille (cinq personnes au total, dont un fils de huit ans achevé à coups de tisonnier) perpétré au nom du Service d'action civique, la milice gaulliste (ce qui avait entraîné sa dissolution), **Ange Poletti** a bénéficié le 15 novembre d'une libération conditionnelle. **Jean-Joseph Maria**, également membre du service d'ordre, qui avait commandité l'opération, avait déjà été libéré en juin.

▶ A la suite de l'entrée au sénat de l'écologiste **Marie-Christine Blandin**, c'est une élue de la Ligue communiste révolutionnaire, **Nicole Taquet**, qui rejoint le conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Elle sera toutefois administrativement rattachée au groupe des Verts pour des raisons financières.

▶ Le « préfet du maquis » **Georges Guingouin** (exclu du PCF) a conservé son franc-parler. Lors d'une conférence à l'IUFM de Troyes le 17 novembre, il a conseillé aux étudiants de se méfier des « raccourcis des manuels d'histoire » : « On dit dans le reportage de *France 3* [qui lui avait été consacré] que j'ai entendu l'Appel du 18 juin. Mais c'est complètement faux ! D'ailleurs personne n'a entendu ce message parmi les Compagnons de la Libération. Personne n'écoutait la *BBC*, on écoutait tous la radio nationale. »

✋ On fait difficilement plus méprisant que **Laurent Fabius**. Le 14 novembre, lors des questions orales à l'Assemblée, interrogé par le député RPR **Georges Tron** sur l'augmentation du déficit budgétaire, le ministre des Finances et de l'Economie n'a pas hésité, se sentant en mauvaise posture, à répliquer : « Pour donner des leçons, il faut avoir les diplômes. »

EN HAUSSE



● **Léon Bertrand**. Le député RPR de la Guyane demande au ministre de la Santé **Bernard Kouchner** de prendre les « mesures appropriées » pour dissuader les femmes du Surinam de venir accoucher à Saint-Laurent-du-Maroni dans l'unique but d'« obtenir des papiers français » pour leurs enfants. Selon le député, une « filière parfaitement organisée » a été mise au point, moyennant finances, par des passeurs. Il suggère donc de placer le centre hospitalier international « en situation d'extra-territorialité » afin de « conserver aux enfants la nationalité de leurs parents ». Reflétant les inquiétudes de nombreux maires de Guyane, il s'inquiète enfin des « craintes d'insurrection » du fait de « la présence très forte d'étrangers exigeant qualité et gratuité des soins ».

EN BAISSE

● ***Le Figaro-Magazine***. Alors que **Bernard Lugan**, maître de conférences de classe exceptionnelle à Lyon III qui vient de recevoir le Prix Daudet de *Radio Courtoisie*, signait depuis de nombreuses années à la Fête du livre du Figaro-Magazine, il s'est vu interdire de signature cette année, le 25 novembre alors même qu'il figurait sur l'invitation officielle. Il semble que ce soit **Bertrand Delanoë** en personne qui ait téléphoné personnellement à **Yves de Chaisemartin** pour interdire cet historien spécialiste de l'Afrique alors même que la liste des invités avait été acceptée précédemment. Pur hasard évidemment, dans un article du *Figaro*, l'historien avait expliqué il y a quelques mois que pour réussir dans l'université française, il valait mieux être franc-maçon ou homosexuel. Certains se sont-ils sentis visés ?

▶ **Valéry Giscard d'Estaing** a été décoré, le 7 novembre, de la Médaille d'or de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, pour services rendus à la « cause européenne ». Son homologue de l'époque, **Helmut Schmidt**, a reçu la même décoration.

▶ Extrait des « confidentiels » du *Nouvel économiste* du 9 novembre. Par ailleurs, **Alain Madelin** envisage de jeter l'éponge dans la course à l'élection présidentielle : à l'Assemblée nationale, il ne pourrait compter que sur 6 députés alors que le groupe Démocratie libérale en compte 43. Son principal appui demeure toutefois… **Jacques Chirac**, qui aura besoin d'un apport de voix pour trouver une dynamique de second tour (il en est de même pour **François Bayrou** : l'Elysée a demandé aux députés RPR d'arrêter de « laminer » les centristes).

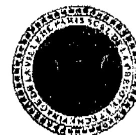
PRÉSIDENTIELLE. Millon encombrant

Certains membres de DL sont **catastrophés par le soutien de Charles Millon à Alain Madelin.** En privé, ils déplorent le choc des images : « Madelin avait au moins un électorat fidèle, ce sont les juifs, vu ses positions sur Israël. Maintenant, son image va être brouillée de ce côté-là. »

▶ **Manuel Valls**, maire socialiste d'Evry, a annoncé le 19 novembre la création d'un carré musulman et d'un carré israélite dans le cimetière communal afin d'accueillir « selon les traditions » les corps des défunts. Pour la plupart, les corps étaient jusqu'alors rapatriés dans leur pays d'origine ou en Israël. « Les familles qui ont toujours vécu à Evry pourront désormais y reposer en paix » a déclaré le président de la communauté juive locale, **José Abid**, laissant ainsi entendre que les corps des juifs ne pouvaient donc voisiner « en paix » avec ceux des autres religions.

▶ Fortes tensions au sein du RPR opposant d'un côté l'Union en mouvement, qui donne à **Alain Juppé** un rôle majeur dans la campagne à venir, et l'Association des amis de Jacques Chirac (présidée par **Bernard Pons**) qui pousse **Nicolas Sarkozy**. C'est le poste de Premier ministre qui est en jeu.

▶ La Ville de Paris continue dans sa lancée « pluriculturelle ». **Bertrand Delanoë** doit faire voter le 4 décembre une subvention de 100 000 F au Festival international du film contre l'exclusion et pour la tolérance. Grande « soirée festive du Ramadan » à la mairie le 8 décembre, date qui n'est ni le début ni la fin du Ramadan… mais le jour de la Fête de l'Immaculée conception.



Bertrand DELANOË
Maire de Paris

a le plaisir de vous inviter à participer à une soirée musicale et festive
de partage et de paix
à l'occasion du Ramadan

le samedi 8 Décembre 2001 à 19 heures 30

dans les salons de l'Hôtel de Ville

LOBBIES

▶ Les grandes manœuvres présidentielles ont commencé : inquiets de la forte présence de francs-maçons autour de **Jean-Pierre Chevènement** (le préfet **Gérard Cureau**, les anciens Grands-Maîtres **Patrick Kessel** et **Jean-Robert Ragache**, etc.), **Lionel Jospin** a déjeuné le 22 novembre, au siège du Grand Orient de France, avec les neuf Grands-Maîtres des principales obédiences françaises, tandis que **Jacques Chirac** les recevait le lendemain à l'Elysée.

▶ Etaient donc reçus en groupe, ce qui est une première dans l'histoire de la République, **Alain Bauer** (GODF), **Michel Barat** (Grande Loge de France), **Marie-France Piquart** (Grande Loge féminine de France), **Guy Maquet** (Grande Loge traditionnelle et symbolique Opéra), **Odile Henry** (Grande Loge mixte de France), **Anne-Marie Dickele** (Grande Loge mixte universelle), **Marie-Danièle Thurude** (Grande Loge féminine de Memphis-Misraïm), **Roger Dachez** (Loge nationale française), **Sylvia Graz** (Fédération française du Droit humain).

▶ A noter que cette réception, unique en son genre, à l'Elysée, intervient quelques jours à peine la nomination auprès de **Jacques Chirac**, officiellement pour les questions de sécurité, de l'ancien préfet de police de Paris **Philippe Massoni**… qui est 33° de la Grande Loge de France, comme *F&D* 90 l'a révélé, document à l'appui.

▶ Seule exception, la Grande Loge nationale française, qui est pourtant la seule obédience maçonnique française reconnue internationalement, ne faisait pas partie de ce « super-convent ». Sans doute, d'une part parce qu'aucune relation officielle (hormis les fraternelles) n'existe avec les autres obédiences, d'autre part en raison des multiples scandales ayant impliqué certains de ses membres ces dernières années. Elle est pourtant sans doute au moins l'égale du GODF en matière de puissance et d'influence.

▶ Selon *Libération* (23 novembre), le candidat des Verts **Noël Mamère** est « sans doute initié ». Ce qui, vu les circonvolutions, équivaut peu ou prou à une quasi-certitude. Même son directeur de campagne **Jean-Luc Bennahmias**, ne le dément pas, assurant mollement : « Mais chez les Verts, les maçons ne jouent pas un grand rôle ».

▶ Le même quotidien révèle que le candidat UDF (et président de cette formation démocrate-chrétienne) **François Bayrou** a déjeuné avec **Alain Bauer** au printemps dernier. « Ca s'est bien passé. »

▶ Superbe signature maçonnique de Lucien Rodier, directeur à la direction régionale du Crédit agricole d'Ile-de-France.

▶ Plus que replet à seulement 39 ans, **Alain Bauer** fait feu de tous bois : le Grand Maître du Grand Orient de France fait l'objet d'un portrait élogieux à l'occasion de la chronique gastronomique de *L'Expansion* (25 octobre), où l'on apprend qu'il est enquêteur pour un guide gastronomique dont il préfère taire le nom. A ce titre, outre ses « agapes » maçonniques régulières, il fréquente les grandes tables au moins une soixantaine de fois par an. De fait, nombre des restaurants « toqués » ou « étoilés » sont tenus par des frères maçons comme le prouve l'annuaire confidentiel du Groupement interprofessionnel du tourisme européen (GITE), qui regroupe les « professionnels de la bouche », qui en cite plusieurs dizaines.

▶ Cette passion si terrestre, et tellement éloignée des hauteurs spirituelles auxquelles prétendent les maçons, est également de mise à la GLNF si l'on en croît cette « agape » (à 490 F) en l'honneur, le 19 novembre, du Grand Maître provincial de Paris Grande Arche **Guy Tabone**.

> Cette année, le collège provincial a souhaité rendre un juste hommage à notre T.·.R.·.G.·.M.·.P.·. Guy TABONE qui s'apprête à quitter la direction de notre Province, après 6 années d'un travail couronné de succès.
>
> Notre Grand Maître Provincial étant un fin gastronome, et son plaisir étant de faire partager les joies de la table au plus grand nombre, nous avons demandé à quatre célèbres chefs (deux, trois étoiles et Meilleurs Ouvriers de France) de préparer chacun un plat, pour notre plus grand ravissement.
>
> Cette manifestation aura lieu dans les salons particuliers de l'hôtel Méridien Etoile. Les plats seront bien évidemment accompagnés de vins spécialement choisis par nos grands chefs. Comme il est de coutume, le dîner sera précédé d'un apéritif.

▶ Dirigée par **Jean-Claude Ast**, **André Feingold** et **François Geissmann**, la loge Jérusalem 909, dépendant de la Grande Loge nationale française, accueillera, le 3 décembre, le Grand Maître de la Grande Loge d'Israël (qui assistera à la tenue solennelle de la GLNF du 1er décembre où le nouveau Grand Maître **Jean-Charles Foellner** sera intronisé) Fondée en 1994, cette loge a pour mission « de rapprocher les frères de la GLNF et de la GLI ».

▶ Ayant son siège à l'église Saint-Gervais de Paris, la Fraternité de Jérusalem, qui vient de prendre possession du monastère du Mont-Saint-Michel, contrôle également la Sainte-Baume-Saint-Maximin et, depuis peu, Vézelay (qui relevait depuis toujours des Franciscains). Ce qui s'est traduit comme ailleurs par un changement notable dans les visites où les guides sont choisis par la Fraternité exclusivement : leurs explications reposent essentiellement sur les Evangiles apocryphes, familiers aux francs-maçons gnostiques.

✸ La police a envahi, le 4 novembre, le temple maçonnique de Pasadena (Californie) pour avoir accueilli un match de catch féminin sans détenir les autorisations nécessaires. Des femmes plus que légèrement vêtues, membre des Female Fighting Expo, un groupe de catch de San Diego, se battaient sur un ring de boxe installé au milieu du temple devant un public d'environ 200 hommes. Ils avaient payé 70 $ pour assister à cette séance de lutte privée, 95 $ pour y demeurer… après 18 h et pouvaient, pour 365 $, s'offrir une « séance de lutte privée » dans un local maçonnique.

▶ La Grande Loge de Chine (Taïwan) vient d'établir des relations officielles avec les Grandes Loges de Roumanie, de Finlande et du Burkina-Faso. A également été reconnue, à l'unanimité du conseil de l'ordre, la Grande Loge de Prince Hall, qui regroupe les maçons noirs américains.

DOSSIER

Composition de la Commission Trilatérale (2)

Regroupant des personnalités d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon (et même désormais de quelques autre pays comme la Turquie, la Jordanie, le Maroc ou le Brésil), la Commission trilatérale est sans doute la plus importante organisation mondialiste. Ses membres contrôlent au minimum 65 % de la production et des finances mondiales. Imaginée par les Rockefeller, elle organise des réunions internationales et continentales à huis clos. Elle édite des études (dénommées *Draft Reports*), réalisées par des *Task Forces* (groupe de travail réunissant des personnalités de premier plan), qui, une fois transmises à leurs membres et aux gouvernants, ont des répercussions internationales majeures en politique étrangère qu'il s'agisse d'économie ou de géopolitique (communication, énergie, démographie, grands équilibres, etc.). En voici la liste avec les fonctions occupées (1). Voici la suite de notre liste qui concerne les membres Européens de la Trilatérale.

1. La première partie est parue dans notre précédent n°. Dans *F&D* 28 et 29 figurait la liste, évidemment confidentielle, arrêtée au 13 mars 1997 (nous y sommes revenus par la suite, via divers échos). Celle-ci, la dernière disponible à notre connaissance, remonte au 15 octobre 2001, ayant été présentée lors du sommet de Londres. Hormis le livre de **Yann Moncomble**, *La Trilatérale ou les secrets du mondialisme*, remontant à 1980, il n'existe aucun ouvrage en français qui soit entièrement consacré à cette organisation. La *Lettre d'informations* de **Pierre de Villemarest** (CEI, La Vendômière, 27930 Le Cierrey), qui a fourni les informations les plus précises depuis vingt ans, doit très prochainement éditer une mise à jour de ses *Dossiers du CEI* (la dernière édition remonte à 1996) recensant les membres des principales organisations internationales et mondialistes (Table Ronde, Bilderberg Group, Trilatérale, etc.).

Thorbjorn Jagland (N). Ministre norvégien des Affaires étrangères.

Baron Daniel Janssen (B). Président du comité exécutif de Solvay (Bruxelles).

Sir Mikael Jenkins (GB). Vice-président de Dresdner Kleinwort Wasserstein (Londres), ancien ambassadeur.

Josef Joffe (D). Directeur de *Die Zeit* (Hambourg), ancien directeur étranger du *Süddeutsche Zeitung* (Munich).

Alain Joly (F). PDG de L'Air Liquide, ancien vice-président pour les affaires internationales et européennes du CNPF.

Béla Kadar (H). Ambassadeur de Hongrie auprès de l'OCDE, ancien ministre des Relations économiques internationales, député hongrois.

Karl Kaiser (D). Directeur de l'Institut Otto-Wolf de recherche de l'Association allemande des relations internationales (Berlin), professeur émérite de sciences politiques de l'université de Bonn.

Robert Kassai (H). Vice-président du patronat hongrois (Budapest).

Denis Kessler (F). Président de l'Association française des sociétés d'assurances, vice-président du MEDEF.

Jiri Kunert (TC). PDG de la Zivnostenka Banka (Prague), président de l'Association des banquiers tchèques.

Manfred Lahnstein (D). Membre du directoire de Bertelsmann, ancien ministre fédéral des Finances. Martin Laing : Président de John Laing (Londres).

Comte Otto Lambsdorff (D). Associé de Wessin Lawyers (Düsseldorf), ancien député au Bundestag, ancien président de la Fondation Friedrich Naumann, ancien président du Parti des libéraux-démocrates, ancien ministre de l'Economie, ancien président de l'Internationale libérale, ancien président européen de la Commission trilatérale.

Kurt Lauk (D). Président de Globe Capital Partners (Stuttgart), président du conseil économique de la CDU (Berlin), ancien administrateur de Daimler Chrysler et du directoire de Mercedes Benz (Stuttgart).

Liam Lawlor (IRL). Directeur du *Irish Dail*, ancien sénateur irlandais.

Daniel Lebègue (F). Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (nouveau membre).

Cees van Lede (NL). Président et directeur financier d'Akzo Nobel (Arnheim), ancien président de la Fédération néerlandaise de l'industrie.

Pierre Lellouche (F). Député RPR, ancien porte-parole pour la défense du RPR, ancien conseiller diplomatique du président de la République.

André Leysen (B). Président d'Agfa Gevaert (Anvers), ancien président d'Hapa-Lloyd (Hambourg), ancien vice-président de la Table ronde européenne.

Cees Maas (NL). Membre du bureau exécutif et responsable financier d'ING Group (Amsterdam), ancien directeur du Trésor néerlandais.

Francis Maude (GB). Député britannique, membre du Shadow Cabinet conservateur pour les Affaires étrangères.

Edgar Meister (D). Membre du directoire de la Deutsche Bundesbank (Francfort-sur-le-Main), président du comité de surveillance de l'Institut monétaire européen.

Vasco de Mello (P). Vice-président de José de Mello SGPS (Lisbonne).

Joao de Menezes Ferreira (P). PDG d'Eco-Soros (Lisbonne), ancien consultant, ancien député.

Peter Mitterbauer (A). Président de la Fédération de l'industrie autrichienne, PDG de MIBA (Laakirchen).

Thierry de Montbrial (F). Professeur à l'Ecole polytechnique, directeur de l'Institut français des relations internationales, membre de l'Institut de France, président pour la Fondation d'études stratégiques, professeur d'économie à l'Ecole polytechnique et le Conservatoire national des arts et métiers.

Mario Monti (I). Commissaire européen à la compétitivité (Bruxelles).

Sir Mark Moody-Stuart (GB). Président de Royal Dutch Shell (Londres).

Klaus Murmann (D). Président honoraire de la Confédération des associations d'employeurs allemands, président de Sauer-Sundstrand Group (Neumünster).

Heinrich Neisser (A). Président de l'Académie politique (Vienne), professeur de sciences politiques à l'université d'Innsbruck, ancien député autrichien et ancien deuxième président de l'Assemblée nationale (Vienne).

Andrzej Olechowski (POL). Ancien président de la Bank Handlowy w Warrszawie, ancien ministre des Affaires étrangères et des Finances de Pologne.

Viktor Orban (H). Premier ministre de Hongrie.

Lord Owen (GB). Président de Middlesex Holdings, ancien chancelier de l'université de Liverpool, ancien président du Comité pour une conférence internationale sur la Yougoslavie, ancien député britannique, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et au Commonwealth.

Lucas Papademos (GR). Gouverneur de la Banque de Grèce (Athènes).

Schelto Patijn (NL). Maire d'Amsterdam.

Christopher Patten (GB). Commissaire européen aux relations extérieures (Bruxelles), ancien gouverneur de Hong-Kong, ancien ministre britannique.

Heinrich von Pierer (D). Président directeur général de Siemens (Munich).

Andréas Pininfarina (I). Directeur exécutif d'Industrie Pininfarina (I), président de Federmeccanica (Association des industries mécaniques).

Alessandra Profumo (I). Directeur exécutif d'Unicredito Italiano (Milan).

Paul Révay. Directeur européen de la Commission trilatérale.

Gunther Rexrodt (D). Membre du Bundestag, ancien ministre de l'Economie.

Alain Richard (F). Ministre de la Défense, ancien sénateur socialiste.

Heinz Riesenhuber (D). Membre du Bundestag, ancien ministre fédéral pour la recherche et la technologie.

Johannes Ringel (D). membre du directoire de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale (Düsseldorf).

Gianfelice Rocca (I). Président de Techint Europe Group (Milan).

Sergio Romano (I). Editorialiste de *La Stampa*, ancien ambassadeur d'Italie en Union soviétique.

H. Onno Ruding (NL). Vice-président de Citicoro/Citibank (Bruxelles), ancien ministre hollandais des Finances.

(Suite au prochain n°)

ENQUETE

Réseau d'influence

La BBC vient d'obtenir les preuves de l'existence d'un véritable réseau associant dirigeants des grands trusts internationaux, financiers et banquiers, hauts fonctionnaires européens et responsables de l'Organisation mondiale du commerce. Ce réseau se réunit régulièrement afin de « lisser » les politiques nationales, en amendant notamment les projets commerciaux européens, évidemment confidentiels, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Une nouvelle preuve que derrière la mondialisation, il y a un lobby à l'œuvre : le lobby mondialiste.

Il est rarissime que les groupes et réseaux mondialistes soient pris la main dans le sac, démontrant par exemple que, loin de se plier aux « lois du marché » de la tradition libérale (dont ils font leur gorge chaude), ils bafouent les lois à leur seul profit par le biais d'alliances secrètes. L'équipe des enquêteurs de *Newsnight* de la *BBC* vient pourtant de récupérer des documents exceptionnels démontrant d'une part que la Commission européenne bafoue les règles les plus élémentaires de la confidentialité et que, d'autre part, l'Organisation mondiale du commerce, afin de contrer l'opposition grandissante des anti-mondialistes, a organisé un véritable réseau d'influence avec les grandes entreprises internationales et les gouvernements pour aller dans le sens des propositions américaines (et parfois européennes, mais surtout anglo-saxonnes, la Grande Bretagne étant le cheval de Troie des Etats-Unis dans l'Union européenne) en matière de commerce.

En association avec l'organisation CorpWatch, la *BBC* a en effet récupéré les enregistrements de quatorze rencontres secrètes, qui se sont déroulées d'avril 1999 à février 2001, au sein du comité LOTIS (Liberalization of Trade in Services) entre les grands dirigeants des affaires américano-européennes, un groupe de dirigeants financiers britanniques (dont des membres de la Banque d'Angleterre) qui se nomment eux-mêmes les « British Invisibles », les responsables des négociations commerciales sur les services de l'OMC, etc.

LOTIS est présidé par **Lord Brittan of Spennithome**, plus connu sous le nom de **Leon Brittan**, ancien président de la Commission européenne et actuellement vice-président de la banque d'affaires internationales UBS Warburg Dillon Read. Parmi les membres figurent les PDG de PriceWaterhouse Coopers, de Morgan Stanley ou de Prudential Corporations. LOTIS est un satellite des « British Invisibles », un tout petit peu plus connu sous le nom de Groupe de Londres des Services financiers internationaux.

Les minutes des réunions secrètes démontrent que, sans aucun mandat formel, les principaux représentants officiels des gouvernements et de l'Union européenne, ont fourni aux dirigeants financiers internationaux privés du LOTIS la plupart des documents confidentiels relatifs aux négociations en cours, révélant notamment les positions de l'Union européenne. Durant la séance du 22 février, le négociateur britannique de l'Accord sur le commerce et les services (AGCS en anglais) a fait ainsi référence au rapport de la Commission européenne sur les régulations industrielles afin que le LOTIS puisse le commenter et l'amender. Or, l'AGCS touche tous les services publics, l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau, les transports, etc. Il entre en concurrence directe avec les législations nationales sur de nombreux points, toutes ces législations particulières étant vues comme un simple obstacle à la mondialisation totale des services. Toute « avancée » sur l'AGCS signifie donc une diminution des pouvoirs nationaux avec comme conséquences par exemple des facilités aggravées pour les délocalisations d'entreprises, le pillage renforcé des richesses naturelles nationales, la flexibilité la plus complète possible des horaires, etc. L'objectif est d'amoindrir, puis sans nul doute d'éradiquer, toutes ces régulations et législations nationales car elles sont plus « contraignantes que nécessaires » au commerce mondial et aux multinationales. A terme, un Etat serait forcé de mettre en œuvre les politiques les plus « efficaces » possibles pour les entreprises et le commerce.

Des projets d'autant plus inquiétants que lors de ces réunions secrètes, les participants, dont divers ministres du commerce, se sont mis d'accord pour qu'en lieu et place de la défense de « l'intérêt public », y compris européen, soit substitué un « principe d'efficacité » qui serait inclus dans les accords de l'OMC. Ce qui permettrait par exemple à certains gouvernements peu soucieux de protection de la nature d'éliminer nombre de procédures de défense de l'environnement actuellement en place (décharges toxiques, contamination des nappes phréatiques, etc.), non par un vote des Parlements locaux, mais au nom d'un accord de l'OM auquel aucun Etat ne pourrait s'opposer. Comme l'indique un mémorandum secret : « Ce serait plus acceptable politiquement pour les pays [auprès des électeurs] d'accepter des obligations internationales qui donnent la primauté à l'efficacité économique. » Bref, une négation totale du processus démocratique.

En dehors d'avoir eu accès à des documents gouvernementaux internes et confidentiels, les minutes révèlent que les dirigeants, du Forum des services européens, un très puissant lobby bruxellois, ont tenu des réunions avec le groupe de fonctionnaires issu de l'article 133 chargé de la mise au point des politiques commerciales de la Commission européenne, or toutes les délibérations du groupe 133 sont confidentielles et ne peuvent être transmises à des tiers. Elles ne devaient donc en aucun cas être transmises au FSE qui est constitué par 36 organisations patronales et 50 entreprises internationales couvrant les domaines bancaires, l'assurance, les télécommunications, les transports aériens et maritimes, les services juridiques et comptables, la restauration, les instituts de sondage, la publicité et les médias, etc.

Par ailleurs, deux des réunions ont étudié le recrutement de sociétés de lobbying, universitaires et consultants spécialisés pour lutter contre les arguments des anti-mondialistes, le directeur de Reuters, **Henry Manisty**, allant jusqu'à offrir les services de son agence de presse pour favoriser la communication secrète de LOTIS.

Comme l'explique **Barry Coates**, directeur (de gauche) de l'organisation de surveillance de l'OMC, World Development Movement, « depuis longtemps les théoriciens de la conspiration pensaient qu'il y avait des réunions secrètes entre les gouvernements et le monde de la finance et de l'industrie. En regardant ces minutes, la réalité dépasse la fiction. Les propositions de l'OMC sur l'AGCS sont un tissage entre les lobbyistes de l'industrie et les gouvernements. »

(Nous nous sommes très largement inspirés d'un dossier paru sur le site *www.confidentiel.f2s.com*, du site *www.gregpalast.com* (**Greg Palast** est journaliste à The Observer) et de données fournies par le remarquable site antimondialiste *www.transationale.org*).

ETRANGER



Dynastie

Alors que les critiques du président **George Bush** se font pourtant de plus en plus discrètes vis-à-vis de la politique israélienne dans les territoires occupés, **John Loftus** (auteur d'ouvrages abracadabrants sur les filières nazies après la Seconde guerre mondiale), ancien procureur du Service des crimes de guerre nazis au ministère de la Justice, assure, fort opportunément, avoir découvert dans les archives américaines et allemandes que la famille **Bush** s'est fortement enrichie sous le IIIe Reich, le grand-père de Bush, **Prescott Bush**, ayant été l'un des principaux responsables de l'Union Banking Corp de Manhattan dans les années 30-40. Or cette banque était majoritairement contrôlée par des industriels allemands qui y transférèrent des fonds, via une banque de Hollande, après la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne. La banque fut liquidée en 1951, et la famille Bush encaissa alors 1,5 million de dollars lors de sa dissolution. « Voilà d'où est venue la fortune de la famille Bush : elle est venue du IIIe Reich » devait déclarer Loftus devant une assistance majoritairement composée de Juifs de Floride, dont nombre sont alors tombés en pleurs. Seul problème de cette « révélation » qui tombe à pic pour interdire à l'administration de tenter de modérer **Ariel Sharon** : elle figure depuis plus de quinze ans dans les diverses biographies non autorisées consacrées à la famille Bush.

Evolution

Alors qu'elles s'étaient toujours montrées « immigrationnistes », les principales organisations juives américaines viennent d'opérer, à l'occasion des événements du 11 septembre, un véritable retournement culturel s'interrogent désormais sur les « bienfaits » de l'immigration de populations du tiers-monde. (Consulter *The Jewish Stake in America's Changing Demography : Reconsidering a Misguided Immigration Policy* à *www.cis.org/articles/2001/back1301.html*).

Racisme

A quelques jours du 7 décembre, date-butoir fixée par le Conseil européen pour trouver un accord sur une définition commune du terrorisme et la création d'un mandat d'arrêt européen, les ministres de la Justice et de l'Intérieur des pays de l'Union ont inclu dans la longue liste d'infractions entraînant des remises sans contrôle automatique (c'est-à-dire sans procédure d'extradition) le « racisme et la xénophobie » aux côtés du « racket ou extorsion de fonds » ou les « enlèvements, séquestration et prises d'otages ».

Interrogation

A la suite des attentats aux Etats-Unis, plus de 1 200 personnes, pour l'essentiel d'origine arabe, ont été interpellées par le FBI et plus de 900 sont encore actuellement détenues préventivement. Le *Los Angeles Times* (6 novembre) rapporte, dans un article détaillé, que, outre des fouilles poussées dans les appartements, l'ensemble des communications téléphoniques de chacun d'entre eux a été remonté sur cinq ans. Il en a été de même de leurs e-mails, de leurs consultations Internet, de leurs cartes de crédit et comptes bancaires, ainsi qu'un examen complet de leur environnement familial. En dépit de ce travail colossal, aucun lien direct, et pratiquement aucun lien indirect, avec Al-Qaida (La Base) ou **Oussama Ben Laden** n'a pu être établi.

Démographie

La population de Grande Bretagne devrait augmenter de 10% d'ici 2025, pour atteindre 65 millions, l'essentiel du contingent venant de l'immigration (135 000 par an). Dans le même temps, la population va vieillir, l'âge moyen passant de 38,8 en 2000 à 42,6 en 2025. A cette date, le nombre de personnes âgées dépassera de 2 millions le nombre d'enfants en dessous de quinze ans. Le taux de fertilité devrait tomber à 1,74 pour les femmes nées à partir de 1985.

▶ Pour la première fois depuis 1945, la section européenne du B'naï B'rith s'est réunie en Allemagne du 30 octobre au 3 novembre, en présence de 300 délégués venus d'Europe, des Etats-Unis et d'Israël, sous la présidence d'honneur du président de la République fédérale **Johannes Rau**. Parmi les orateurs figuraient le ministre Vert des Affaires étrangères **Joschka Fischer** (qui « a eu un discours très appuyé en faveur d'Israël » selon *Actualité juive* du 15 novembre) et le président de la Chambre des députés **Wolfgang Thierse**.

▶ Le nombre des victimes lors des attentats au Etats-Unis le 11 septembre s'élève, selon *AP*, le 21 novembre, à 2 996 personnes tout compris, dont 2 772 (soit plus de 3 000 de moins que dans les premières estimations) dans les deux tours du World Trade Center. Si l'on y ajoute les victimes de l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie (44 personnes) et ceux de l'avion censé avoir pénétré le Pentagone, il y a moins de 150 victimes au ministère de la Défense.

▶ Il ne s'est trouvé à la mi-novembre que onze sénateurs américains suffisamment courageux pour refuser de voter la pétition de l'AIPAC (lobby israélien aux Etats-Unis) en faveur d'un « soutien renforcé à Israël » : **Joseph Biden**, **Jeff Bingaman**, **Robert Byrd**, **Thad Cochran**, **Judd Gregg**, **Chuck Hagel**, **James Jeffords**, **Patrick Leahy**, **Richard Lugar**, **Patty Murray**, **Pat Roberts**.

▶ 1,5 million de pilules d'ecstasy (drogue de synthèse ultra-puissante) ont été saisies, le 22 novembre, par la police allemande dans un semi-remorque conduit par deux ressortissants israéliens, **Uzi Gutman** et **Yosef Raphaelovitz**. Au même moment, la police australienne interpellait **Elyakim Ya'acov al-Sheikh** et la police hollandaise **Dror Pachima**, dans le cadre de ce réseau. Autant d'éléments venant confirmer ce que savent les services de lutte contre la drogue dans le monde : l'essentiel du trafic mondial de l'ecstasy est contrôlé par la maffia israélienne.

▶ Le directeur national de la Ligue anti-diffamation du B'naï B'rith, **Abraham Foxman**, a reçu, le 14 novembre, la plus haute décoration autrichienne, la Grande Décoration d'honneur en or pour « services rendus à la république d'Autriche » des mains du ministre des Affaires étrangères **Benita Ferrero-Waldner**. Un octroi, mais surtout une acceptation d'autant plus étonnante, que l'ADL avait violemment protesté lors de l'entrée au gouvernement de membres du parti de **Jörg Haïder**.

▶ Aucun des grands médias n'a signalé que, lors des attentats du 11 septembre, une église située au pied des tours jumelles a été enfouie dans les décombres. Il s'agit de l'église orthodoxe St-Nicolas, construite en 1916 par des immigrants grecs. Elle comprenait des icônes offertes par le dernier tsar de Russie, **Nicolas II**.

▶ « La cause principale du conflit est l'occupation par Israël de la Palestine et la répression qui frappe les Palestiniens en lutte pour leur autodétermination. » Propos au Parlement du Cap, il y a une quinzaine, de **Ronnie Kasrils**, ministre sud-africain… d'origine juive.

ECONOMIE

▶ Sans nul doute en prévision des élections présidentielles, **Jacques Chirac** a déjeuné, le 19 novembre, avec huit « grands patrons » : **Serge Tchuruk** (Alcatel), **Henri de Castries** (AXA), **Jean-Martin Folz** (Peugeot), **Jean-François Dehecq** (Sanofi), **Franck Riboud** (Danone), **Bertrand Collomb** (Lafarge), **Francis Mer** (Usinor), **Michel Pébereau** (BNP Paribas). A part Tchuruk, ils appartiennent tous au Siècle.

▶ **Jacques Attali** entre au conseil d'administration de la division européenne de Siebel, le géant américain du logiciel de relations avec la clientèle, qui vient d'inaugurer de somptueux locaux surplombant l'Arc de Triomphe. Il y retrouvera notamment les anciens Premiers ministres **John Major** et **Giuliano Amato**.

▶ Pressentant l'échec de Lionel Jospin, le ministre de l'Economie et des Finances **Laurent Fabius** fait des pieds et des mains pour obtenir, l'année prochaine, la présidence de la Banque centrale européenne.

▶ La Commission européenne vient de décider une « modernisation radicale » de son administration jugée pas assez efficace. Les « eurocrates » disposeront donc désormais de dix jours de formation contre 2 précédemment ! Toujours afin de « motiver » le personnel, les prestations statutaires seront étendues aux homosexuels.

▶ Nouvelle humiliation pour Les Verts : le misérable budget du secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire, dirigé par **Guy Hascoët**, vient d'être encore réduit par **Lionel Jospin**, ne s'élevant plus qu'à 70 millions, soit une chute de 10 millions par rapport au budget prévisionnel.

▶ Pour attirer les clients, la société de trains rapides Thalys n'hésite devant rien. Son magazine *Thalyscope*, distribué dans les TGV, détaille le programme de la Cannabis Cup qui se déroulait à Amsterdam du 16 au 23 novembre, avec « cours d'herbologie appliquées » et « séminaire complet sur la marijuana ».

▶ Le deutsche mark ne va pas totalement disparaître. Il continuera à être utilisé en Bosnie où il est la monnaie de paiement et d'épargne par excellence. A tel point que, depuis 1998, a été introduit le mark convertible (MC), chaque MC étant garanti par un authentique DM stocké dans les réserves de la Banque centrale de Bosnie.

▶ Contribuables associés vient de découvrir que l'Etat prélève une TVA de 2,2% sur les dons du sang consentis bénévolement par les Français. Les poches, vendues 1 180 F l'unité aux hôpitaux, en raison du coût du traitement du sang, génèrent chaque année un chiffre comptable de 2,3 milliards de F. Qui rapporte donc environ 50 millions de F à l'Etat. Or la charte de l'Etablissement français du sang indique : « Le sang et les produits sanguins ne peuvent être source de profit financier. »

▶ Un hectare de culture de pavot rapport environ 65 000 F au paysan afghan, contre environ 400 F pour un hectare de blé, après tri, mise en coopérative et en silos.

Le coût de la démocratie

En 2002, un crédit de 1 1 081,6 millions de F est prévu pour les élections présidentielles et 629,6 millions de F pour les élections législatives. A titre comparatif, le coût moyen d'une élection par électeur inscrit, c'est-à-dire le ratio dépenses totales de l'Etat/nombres d'inscrits à l'élection considérée) était de 21,91 F aux présidentielles de 1995, de 22,17 F aux législatives de 1997, de 16,46 F aux municipales de 1995 et de 18,10 F à celles de 2001. S'y ajoute, pour atteindre en 2002 une enveloppe totale de 1 792,8 millions de F, une dotation aux partis politiques, dont le montant (526,5 millions de F) n'a pas varié depuis les dernières élections législatives de 1995. Il a été reconduit pour 2002 avec deux fractions égales : la première est destinée au financement des partis et groupes en fonction de leurs résultats aux élections à l'Assemblée nationale (soit 263,5 millions de F attribués à 44 formations politiques, dont 21 outre-mer) et une somme égale pour les partis représentés au Parlement, c'est-à-dire proportionnel aux 896 députés et sénateurs rattachés à une formation politique. Au titre de la première moitié, le Front national reçoit 41,185 millions de F et le RPR 43,69 et le PS 69,34 millions. Au titre du second, le RPR reçoit 67,57 millions et le PS 98,71 millions. En revanche, le FN ne touche rien, n'ayant aucun député. Le MNR, qui n'était pas présent aux élections législatives de 1997, ne touche rien (ce qui sera différent à partir de 2002).

✸ Dans *Le Sceau de l'infamie* (Mango Document), **Sylvia Bourdon**, ex-actrice pornographique reconvertie dans la promotion de l'euro, raconte en détail comment, alors qu'elle visitait **Michel Charasse** pour lui arracher une subvention, le ministre du Budget la harcela sexuellement, tentant à peu de choses près de la violer dans son bureau ministériel.

▶ Les deux principaux fournisseurs de téléphonie mobile en Irlande, Eircell et Digifone, viennent d'expliquer qu'ils étaient capables de suivre la trace de tout utilisateur et de le repérer à quelques mètres près. Ce qui revient peu ou prou à être porteur d'un « système de marquage » tel que défini dans l'Apocalypse. Pendant ce temps, les sociétés françaises vous expliquent que ce n'est bien évidemment pas possible !

▶ L'ancien président de la Société marseillaise de crédit, **Pierre Habib-Deloncle**, a été condamné pour abus de biens sociaux, le 12 novembre, à 18 mois de prison avec sursis et 200 000 F d'amende par la 6e chambre correctionnelle de Marseille. Membre du comité politique du RPR, il a été le fondateur et le président du RPR-Banques. Par ailleurs, **Jean Chodron de Courcel** (évoqué dans *F&D* 121) vient d'écoper de 400 000 F d'amendes.

✸ L'euro est le thème d'un *thriller* économico-financier record de ventes au Japon. L'écrivain **Takashi Hirose** y détaille une immense escroquerie à l'euro, un gang de criminels internationaux introduisant de faux billets juste avant le 31 décembre 2001. A noter que le nom même de l'euro, prononcé « youro » en japonais, est perçu très négativement puisqu'il signifie « le chemin (ro) des ennuis (you) ».

▶ Un amendement, encore méconnu, adopté le 26 octobre, inclut désormais la période du service national dans le compte des points-retraite, même si l'appelé n'a pas travaillé avant (ce qui était défavorable aux sursitaires).

KIOSQUE

► Alors que *L'Humanité* et *La Croix* se sont vus accorder des subventions par la Caisse d'épargne, via son Association pour le pluralisme d'expression, 5 millions de F chacun, le quotidien *Présent* n'a finalement rien obtenu, en dépit de nombreuses lettres de lecteurs clients de la Caisse d'épargne. Voici le communiqué qu'elle avait publié en mai dernier, qui prétendait favoriser « le pluralisme d'expression ».



LE GROUPE CAISSE D'EPARGNE ET LE PLURALISME D'EXPRESSION

(Paris, le 22 mai 2001) **--- Le Groupe Caisse d'Epargne a créé l'« Association pour le pluralisme d'expression » qui a fait l'objet d'une publication au Journal Officiel du 10 mars 2001.**

Le Groupe Caisse d'Epargne, dont les fonctions bancaires classiques s'accompagnent de missions d'intérêt général réaffirmées par le Parlement dans l'article 1er de la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière, a décidé d'engager un certain nombre d'actions dans ce sens.

Outre les interventions des Caisses d'Epargne au titre du financement des projets d'économie locale et sociale, dont les signatures récentes de conventions avec l'ADIE et France Active attestent de l'importance, diverses initiatives ont été prises par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, dans le domaine du mécénat sportif et culturel comme dans celui de la lutte contre l'exclusion.

En créant l'« Association pour le Pluralisme d'Expression », le Groupe Caisse d'Epargne prolonge ses actions de mécénat. Dans une période de changement technologique accéléré, et d'internationalisation des groupes de communication, une attention particulière doit être portée à la pérennité des médias d'opinion et à l'expression des points de vue minoritaires.

Cette association a pour objet de soutenir les actions destinées à promouvoir ou sauvegarder la pluralité d'expression. **Elle est dotée d'un montant global de 2,5 millions d'euros.**

Depuis de nombreuses années, le Parlement accorde, quelle que soit la majorité en place et dans un consensus regroupant toutes les sensibilités politiques, une aide financière à des journaux nationaux ou régionaux qui justifient, sur la base d'un certain nombre de critères, d'une insuffisance de ressources publicitaires. Parmi les journaux nationaux les plus connus, La Croix et l'Humanité bénéficient d'une telle aide publique.

« L'Association pour le Pluralisme d'Expression » a été sollicitée par ce dernier. Elle a décidé de lui octroyer une subvention de 760 000 euros.

D'autres demandes de journaux nationaux ou régionaux sont en cours d'examen et l'Association annoncera dans les prochaines semaines l'attribution de subventions à d'autres supports de presse d'opinion.

Celles-ci sont accordées à des associations de soutien à ces parutions. **Il ne s'agit pas d'une prise de participation et ces actions n'entraînent aucune responsabilité dans les opinions ou informations émanant de ces journaux, ni dans la gestion de ceux-ci.** Elles n'ont pas vocation à être reconduites.

Le Groupe Caisse d'Epargne est accompagné dans sa démarche par d'autres grandes institutions et entreprises publiques ou privées, qui partagent sa volonté de contribuer au maintien du pluralisme d'expression en France.

Au travers de l'« Association pour le pluralisme d'expression », le Groupe Caisse d'Epargne entend agir au-delà de toute considération partisane.

Enfin, le Groupe Caisse d'Epargne précise qu'il n'est pas l'une des banques du journal l'Humanité.

► **Riad Muasses**, rédacteur en chef de *RMC Moyen Orient*, filiale de *RFI*, depuis octobre dernier, était jusqu'alors responsable des réseaux de correspondants internationaux de la fameuse télévision *Al-Jazira* à Doha.

► Le récent débat sur la chaîne télévisée parlementaire, dont l'audience est si faible qu'elle ne peut être mesurée bien qu'elle coûte 45 millions de F annuellement, a permis d'apprendre que son directeur, **Ivan Levaï**, avait engagé en septembre **Claude Allègre**, ancien ministre socialiste, comme « chroniqueur scientifique ».

► Déjà directeur d'Eurosport Entreprise, **Laurent-Eric Le Lay** devient parallèlement directeur général adjoint, en charge des acquisitions et droits sportifs de cette chaîne sportive qui, pur hasard, appartient au groupe Bouygues, tout comme *TF1* dont le PDG n'est autre que son père, **Patrick Le Lay**.

► Pape des prix littéraires chez Gallimard, **Yves Berger** pourrait passer officiellement au Rocher en janvier 2002.

► Financée par Bahrein, les Emirats arabes unis, le Koweit, le Qatar, Oman et l'Arabie séoudite, une nouvelle télévision, émettant par satellite exclusivement en anglais afin de « contrer la propagande anti-islamique propagée par les médias internationaux ».

► **Frédéric-Charles Hallier** prépare le lancement d'un mensuel grand public sur les fantasmes et les mœurs des Français, qui devrait s'appeler *La Société sexuelle*. Il est le fils de feu l'écrivain **Jean-Edern Hallier**.

► **Laurent-F. Bollée**, qui signe le scénario d'une nouvelle bande dessinée antinationaliste, *Polychrome Hexagone*, est journaliste sportif à *France 2*. Thème : le commissaire noir A.D. Grand-Rivière combat les « fascistes d'opérette » du parti TNT (Tout National Total) qui gèrent la commune de Vitriol-sur-Seine.

► *Le Candidat de la LCR à la présidentielle*, le manifeste d'**Olivier Besancenot**, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, qui va sortir dans quelques jours chez Denoël, doit beaucoup à **Valérie Astruc**, journaliste à *Canal +*. Ne serait-ce pas elle qu'évoquait *Le Monde* (12 juin 2001), sans donner son nom, lors d'un dîner d'anciens responsables trotskystes où l'*outing* de **Lionel Jospin** fut examiné, auquel participait « une journaliste de *Canal +* […] sans caméra »?

► Tombée dans une embuscade en Afghanistan, le 11 novembre, la journaliste **Johanne Sutton**, qui travaillait depuis une dizaine d'années pour *Radio France International*, était la fille d'**Albert Sutton**, président de la communauté juive de Maisons-Laffitte, arrivé du Maroc en 1972.

► Internationalement connue dans le monde financier des médias, **Laura Martin** rejoint Vivendi Universal comme responsable des relations avec les investisseurs et de la stratégie financière. Diplômée de Stanford et Harvard, elle était précédemment directeur exécutif et analyste du marché des actions au Crédit Suisse First Boston. Un signe supplémentaire du « virage américain » de **Jean-Marie Messier** qui a imposé à son groupe de passer en comptabilité américaine (normes US-GAAP) dès l'année prochaine.

► Les cinémas parisiens *L'Arlequin*, le *Medicis*, l'*Escurial*, les *Majestic* Passy et Bastille viennent d'être rachetés par **Sophie Rachline-Dulac**. Elle est la fille de **Michel Rachline**, écrivain et éditeur (antisioniste, il édita notamment **Israel Shahak**) et de **Marie-France Bleustein-Blanchet**, fille du fondateur de *Publicis*.

► A la suite de la disparition du *Spotlight*, l'équipe qui l'animait vient de lancer un nouvel hebdomadaire populiste, l'*American Free Press* (1433 Pennsylviana Avenue SE, Washington, DC 2000, Etats-Unis).

► Un ouvrage très dérangeant vient de sortir chez Pluto Press (345 Archway Road, London N6 5AA), avec une mise à jour, *Unholy Wars, Afghanistan, America and International Terrorism* dans lequel **John K. Cooley** étudie en détail les relations « incestueuses » d'**Oussama Ben Laden** avec la CIA.



KIOSQUE

► Dans *Intelligence avec l'ennemi - Le Procès Brasillach* (Gallimard), **Alice Kaplan** (qui avait déjà publié un essai sur les sources et citations dans *Bagatelles pour un massacre*), fille d'un procureur du Tribunal de Nuremberg, dissèque les six heures que durèrent le procès du seul écrivain français fusillé. Un travail solide (très nombreuses notes, index) mais inégal où l'auteur qualifie l'écrivain de « James Dean du fascisme français » qu'il aurait mieux fallu ne pas fusiller, en faisant un « exemple de martyr qui a nourri le discours de l'extrême droite et des négationnistes ».

► Ancien intellectuel communiste, **Norberto Ceresole** est souvent considéré comme le « **Garaudy** espagnol », leurs deux parcours ayant été parallèles. Il vient de sortir *La Cuestion Judia* (La Question juive) disponible auprès de la Libreria Europa (Calle Seneca 12 bajos, 08006 Barcelona. Fax : 00 34 934159845).

► **Alain Paucard** est le septième lauréat du Prix des bouquinistes, décerné par l'association des professionnels du même nom, pour *Paris, ses rues, ses chansons, ses poèmes* (Molière).

► *Akribéia* (45/3 route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval) publie la traduction (excellente) d'un remarquable ouvrage de **Heinz Nawratil** paru en Allemagne en 1999, *Le Livre noir de l'expulsion*, sous-titré *L'épuration ethnique des Allemands en Europe centrale et orientale, 1945-1948*. Ouvrage unique en son genre en langue française qui retrace le calvaire des 20 millions d'Européens de l'Est d'origine allemande (parfois installés depuis plus de quatre cents ans) qui durent fuir l'Armée rouge ou furent expulsés. De 2 à 3 millions y trouvèrent alors la mort (bibliographie, notes, annexes, index).

► Infatigable, Pardès (9 rue Jules Dumesnil, 45390 Puiseaux) sort dans sa passionnante collection *B.A.-BA*, une nouvelle fournée de volumes synthétiques richement illustrés : *Les Fées* d'**Anne-Laure d'Apremont**, *La Franc-Maçonnerie* de **Philippe Lestienne**, *Les Fantômes* de **Jean-Paul Ronecker**, *L'Orthodoxie* par **Frédéric Luz**. Chez le même éditeur, **Christian Bouchet** offre, dans la collection *Qui suis-je?*, un *Gurdjeff*, dont nombre des thèses ont été reprises par les théoriciens du New Age (ainsi que par **Louis Pauwels**, fondateur de *Planète* et du mouvement du même nom, à qui l'on doit un *Monsieur Gurdjeff* en 1954).

► Chez Pierron, **Pascal Viroux** offre *La Table des dieux*, sous-titré *Histoire, légendes et symbolisme des produits alimentaires et de la cuisine*. Un dictionnaire érudit de l'histoire et de la symbolique des aliments (Pourquoi Saint-Jacques a-t-il pour emblème une coquille?, Comment la viande de porc est-elle devenue tabou chez les juifs et les musulmans?, Que se passait-il lors des mystères d'Eleusis?, etc.).

► Pour Fernand Lanore, **Jean Silve de Ventavon** retrace dans *Soldats et martyrs (Vendée, 1793-1795)*, la flamboyante épopée des « brigands » de **Cathelineau**, **Charette** ou **Bonchamps** (annexes, cartes, bibliographie). « Si l'on pressait la terre de Vendée, il en sortirait du sang… »

► Spécialiste du Moyen Orient, **Jacques Borde** signe, chez Dualpha, *Pourquoi l'Amérique? 11 septembre 2001*, une analyse géopolitique et politique du conflit entre l'islam et l'Occident, s'inscrivant dans la lutte pour le Nouvel Ordre Mondial. A signaler également la remarquable analyse de **Jacques Marlaud**, maître de conférences en sociologie des médias à Lyon III, dans un vif essai *Comprendre le bombardement de New York, contre-enquête*, qui sort aux Editions du Cosmogone (6 rue Salomon Reinach, 69007 Lyon. Tel. : 04 72 72 92 51).

► *Inquisition et Société au Portugal, le cas du tribunal d'Evora, 1660-1821*, qui sort à la Fondation Galouste Gulbenkian (51 avenue d'Iéna, 75116 Paris) est une thèse d'une rare solidité de **Michèle Janin-Thivos Tailland** soutenue à l'université de Provence en 1995. Elle y étudie notamment l'hérésie juive et montre, en détail, l'itinéraire des familles marranes (bibliographie, annexes).

► Internet. 1) Les Gaulois en Provence : *www.entremont.culture.gouv.fr* 2) Portail des sites catholiques traditionalistes : *http://tradiforum.ifrance.com* (voir également l'excellent *http://site.voila.fr/infotradi*) 3) Tous les articles de **Robert Brasillach**, soit plusieurs centaines de pages, parus dans *Je suis partout* en 1936-1937 sont disponibles sur *www.brasillach.com*

► 17 000 cybercafés, sur les 94 000 existants en Chine, viennent d'être fermés et 28 000 autres ne pourront rouvrir qu'après avoir installé un programme gouvernemental bloquant l'accès aux sites pornographiques ou d'expression politique.

► Détente avec l'exposition *Kannibals et vahinés, imagerie des mers du Sud*, présentée jusqu'au 18 février au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (Paris XIIe).

► 13e dîner-débat parisien de l'Association des amis de Robert Brasillach le 12 décembre, avec son président **Philippe Junod**, et **Anne Brassié** (rens. : 01 46 24 08 45).

✷ *Les Guignols de l'info* risquent le procès : Pour mettre en scène **Ben Laden**, ils ont utilisé l'ancienne marionnette d'**Harlem Désir**, grimé avec une barbe et un keffieh !

► *Le Libre Journal* (4 place Frantz Liszt, 75010 Paris) publie une lettre inédite de **Georges Brassens**, dans laquelle le chanteur remercie **Pierre Monnier** de l'avoir comparé à Céline, « ce grand bonhomme ».

✷ **Oussama Ben Laden** a donné une nouvelle jeunesse à **Rambo** : **Sylvester Stallone** va tourner un *Rambo IV* où il combattra les Taliban… qu'il soutenait dans *Rambo III* au nom de l'antisoviétisme.

► Message : 1) Comme chaque année, tous nos abonnés peuvent offrir un ou des abonnements de Noël au prix spécial de 250 F. 2) Notre offre de cadeau des *Ephémérides nationalistes* (valeur 375 port compris normalement) en échange de deux années d'abonnement à *Faits & Documents* (990 F) est valable jusqu'à la fin de l'année. 3) Précision. Composée de matériaux bruts et de recension de sites Internet, notre lettre gratuite d'informations par Internet n'a rien à voir avec ce bulletin papier. Pour la recevoir, écrivez à *eratier@faits-documents.com*



POLITIQUEMENT INCORRECT



Des images subliminales ont été utilisées par *TF1* le 11 septembre, jour des attentats aux Etats-Unis, sans doute à plusieurs reprises : en tout cas, à 10 h 15 (heure de New York), alors que **Patrick Poivre d'Arvor** commente en direct à l'antenne l'écroulement de la première tour, l'image bascule et, pendant quelques secondes, apparaît un fragment de *La Guerre des étoiles*, au moment où **Harrison Ford**, dans son vaisseau spatial, s'exclame : « Je l'ai eu ! ». Cet épisode incroyable, avec photos reproduites à l'appui à partir d'une bande vidéo, n'a été relevé que par *Télérama* n° 2701 (13 octobre).

▶ Un très discret arrêté sur le « marquage » des animaux domestiques, notamment les chiens et les chats, est passé totalement inaperçu au *Journal officiel* durant l'été (*Lois & Décrets*, 12 juillet, p. 11150). Relatif à « l'identification par radiofréquence des carnivores domestiques », il régit et autorise désormais l'implantation d'émetteur-récepteur à l'intérieur de ces animaux. Ce qui permet leur localisation permanente sur le territoire national (et, si l'animal ne s'est pas enfui), celle de son propriétaire puisque les fréquences identifiants sont conservées dans un fichier national informatisé.

▶ Afin d'éviter d'éventuelles poursuites, le plus important site au monde d'enchères privées sur Internet, *e-Bay*, bloque les accès des internautes français (via des cookies qui déterminent le pays d'origine) à de nombreux objets considérés comme « nazis ». Il en est ainsi de gravures du sculpteur **Arno Breker**… datant des années 70.

▶ Réhabilitée à (très) grands frais, la célèbre passerelle piétonnière parisienne, dite du <u>Pont des arts</u>, est à nouveau en loques. Le revêtement posé en 1983 se désagrège et les planches sont rongées par l'humidité. Rebelote pour 4 millions de F de travaux.

▶ A l'occasion du lancement de l'*Encyclopaedia Britannica* 2002, cette maison d'éditions a effectué, en octobre, un sondage sur la culture historique des jeunes Anglais (15 à 24 ans). Les trois-quarts ignorent que le D-Day (6 juin 1944) correspond à la reconquête américaine de l'Europe, 75% ignorent que **Richard III** a régné au XVe siècle, 80% que la **reine Victoria** a régné 64 ans, 30% pensent qu'**Henri VIII** a eu huit femmes (il n'en a eu que six), etc.

▶ Même désespérance pour les étudiants américains du supérieur en matière de science. L'enquête 2000 du ministère de l'Education montre, qu'en fin d'études (4 ans après l'équivalent du bac), 2% ont des connaissances étendues, 16% des connaissances solides, 34% des connaissances élémentaires et 47% une ignorance totale. Par rapport aux enquêtes précédentes (la dernière remontant à 1996), le niveau n'a cessé de baisser.

▶ En voie de transfert à Marseille, le <u>Musée national des arts et traditions populaires</u>, jusqu'alors installé dans le Bois de Boulogne, a été rebaptisé <u>Musée des Civilisations - France, Europe, Méditerranée</u>… aboutissant à l'ouvrir essentiellement sur les cultures maghrébines. Explication de ce double changement fournie par *Culture et recherche*, le bulletin officiel du ministère de la Culture : « Il (le musée) est <u>surtout inadapté, du fait des limites nationales</u> qui lui sont imparties, aux besoins scientifiques, comme culturels - <u>le territoire national est une échelle comparative insuffisante sur le plan ethnologique, et la dynamique des civilisations n'a que peu à voir avec les Etats</u>. Un musée de société ne se conçoit que par rapport à son public, et les interrogations de celui-ci évoluent. Ces interrogations portent aujourd'hui sur la mondialisation, sur les fondements du sentiment européen, sur les rapports nord-sud […] sur le métissage culturel. »

▶ **Martine Aubry** n'est pas la géniale instigatrice des « 35 heures ». Il suffit de consulter *Les Beaux draps* de **Louis-Ferdinand Céline** (p. 147 de l'édition de 1941), pour lire : « S'il m'est permis de risquer un mot d'expérience, sur le tas, et puis comme médecin, des années, un peu partout sous les latitudes, il me semble à tout bien peser que 25 heures c'est maximum par bonhomme et par semaine au tarabustage des usines, sans tourner complètement bourrique. » On ignore si le ministre de l'Emploi **Elisabeth Guigou** osera citer ce passage de l'« odieux » pamphlet antisémite.

Propos d'un assureur (préférant garder l'anonymat) repris par l'*AFP* à la suite du crash de l'*Airbus A 300* d'<u>American Airlines</u> le 12 novembre : « C'est horrible à dire, mais il y avait beaucoup de Dominicains dans l'avion et leur indemnisation coûtera moins cher que pour un Américain. Nous estimions le sinistre à 1 milliard de dollars hier mais nous avons abaissé notre évaluation à 500 millions. »

▶ Les Américains n'ont pas lésiné pour « acheter » les chefs taliban. Selon le journal pakistanais *The Frontier Post*, les services secrets ont distribué plus de 1 milliard de dollars. L'un des alliés des Américains, un général de l'Alliance du Nord, a même reçu 80 millions de dollars pour… ne pas entrer dans Kaboul en chef de guerre (pillages, viols, etc.).

▶ A l'occasion de l'Avent, les boutiques brésiliennes diffusent désormais des crèches dont les santons, de la Sainte Vierge au Christ, en passant par les anges et les bergers, sont tous noirs. On ignore si ce « religieusement correct » a conduit à « blanchir » les rois mages. Autre curiosité, les crèches zapatistes mexicaines : tous les santons sont représentés encagoulés.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2001. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F); 6 mois (10 nos) : 300 F; 3 mois (5 nos) : 200 F.